

La bourgeoisie défend ses privilèges

La protection sociale attaquée

Régions martyres

Fiscalité

CPAM 44

Sétif et Guelma

P.3

P.5

P.8



Édito :

L'été s'installe, mais pour beaucoup, le droit aux vacances reste une promesse non tenue. Pourtant, chaque année, des millions de Français, notamment des familles modestes, des jeunes ou des retraités, ne partent pas. Pour eux, les vacances demeurent un rêve lointain, sacrifié sur l'autel de la précarité, du chômage, de l'inflation galopante. Ce constat n'est pas une fatalité.

Il nous rappelle que le droit aux vacances, arraché de haute lutte en 1936 par le Front populaire et le mouvement ouvrier, n'est jamais définitivement acquis. Les vacances ne sont pas une récompense, mais un droit : celui de se ressourcer, de vivre, de partager, de s'ouvrir au monde. Aujourd'hui, ce droit est plus que jamais fragilisé : marchandisation du temps libre, privatisation des structures d'accueil, baisse des aides sociales... Les inégalités se creusent.

Face à cette offensive, le Parti communiste français porte une exigence claire : garantir à toutes et tous l'accès effectif aux vacances. Cela implique l'augmentation des salaires, la défense des services publics, le soutien au tourisme social et solidaire et la relance des politiques publiques d'aide aux familles. Mais il s'agit aussi d'un choix de société. C'est affirmer une certaine idée

du vivre-ensemble.

Les vacances permettent à toutes les générations de se retrouver, de partager, d'apprendre autrement, de s'ouvrir à la culture, à la nature, à la diversité des territoires. Refuser à une partie de la population ce droit, c'est accepter une société fracturée, où le bonheur et le repos deviennent le privilège de quelques-uns. À l'inverse, faire des vacances un bien commun, c'est choisir la solidarité, l'égalité, la dignité. Cela passe par le soutien aux colonies de vacances, aux centres de loisirs, au tourisme social et solidaire, mais aussi par la lutte contre la précarité et l'isolement.

Cet été, que l'on parte ou non, faisons vivre la fraternité et l'esprit collectif. Pensons à celles et ceux qui ne peuvent s'évader et engageons-nous pour que demain, chacun ait accès à ce temps de pause et de liberté. Défendre le droit aux vacances, c'est défendre une société plus humaine, plus juste, plus heureuse.

Bel été à toutes et tous, et restons mobilisés pour que demain les vacances soient vraiment une réalité et non un privilège !

Véronique Mahé



Arménie Turquie

Enfin un accord de Paix

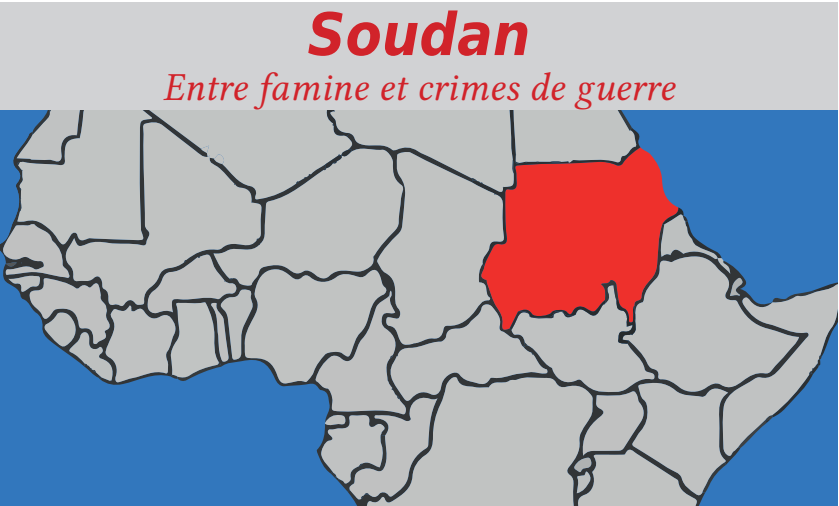
Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian est arrivé à Istanbul le 20 juin dernier pour la première visite d’État d’un officiel arménien en Turquie depuis l’indépendance du pays en 1991.

Reçu par le président turc Recep Tayyip Erdoğan, M. Pachinian a tenté d’avancer dans le sens d’une normalisation des relations entre les deux pays.

Plus de 110 ans après le génocide arménien, Erevan

ne pose plus sa reconnaissance par la Turquie comme préalable au dégel des relations alors que la frontière entre les deux voisins est fermée depuis 1993. Cette ouverture est cruciale pour le commerce arménien en raison des difficultés qui frappent ses voisins iraniens et géorgiens.

En échange, la Turquie a promis de jouer le rôle de facilitateur entre son allié azéri et l’Arménie. Un accord de paix a été trouvé pour mettre fin à 30 ans de conflit, mais Bakou tarde à ratifier le traité.



Depuis avril 2023 le Soudan est victime d’affrontements permanents entre deux factions militaires. Les Forces Armées Soudanaises dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan, au pouvoir depuis le putsch mené en octobre 2021. Une prise de pouvoir effectuée aux côtés du général Mohammed Hamdan Daglo, désormais à la tête des Forces de Soutien Rapide, actuellement en guerre contre les FAS...

Le 15 juin dernier, après un siège d’une année, les paramilitaires ont lancé une offensive sur El Fasher, capitale du nord du Darfour, après des mois de mobilisation des combattants et le recrutement d’enfants soldats dans tout le Darfour. Dans cette région et celle du Kordofan, les violences continues et ciblées contre certains groupes ethniques rendent la situation préoccupante avec un risque élevé de crimes de guerre et crimes contre l’humanité. Dans le Kordofan, les villes d’Al Debibat au sud et El Obeid au nord, sont le théâtre d’affrontements quotidiens pour leur contrôle. Dans les zones reprises par les FAS comme les villes de Khartoum, Al Jazira et Sennar, les représailles envers toute personne perçue comme ayant soutenu FSR sont une autre forme de violence et se traduisent par des arrestations arbitraires.

Selon l’ONU plus de 13 millions de soudanais ont déjà été contraints de se déplacer depuis le début du conflit, principalement des femmes et des enfants. Près d’un tiers de ces déplacements se fait vers les pays frontaliers, les neuf millions de civils restant se retrouvent dans des camps de déplacés au risque élevé de subir des attaques et devoir fuir à nouveau. Toujours d’après les chiffres établis par l’ONU, le Soudan est actuellement le seul endroit au monde où la famine est confirmée et ce sur une dizaine de régions du pays avec une progression sur le territoire. Un contexte où le développement et la propagation de maladies comme le choléra, la dengue ou le paludisme se retrouvent fortement accrus. Dans les zones touchées par les conflits armés, entre 70 et 80 % des hôpitaux ne sont plus opérationnels et près de 17 millions d’enfants sont privés d’école.



Guerre en Iran

Quels sont les buts de guerre ?

La guerre à coups de bombes et de missiles a été engagée par le pouvoir israélien le 13 juin (jusqu’au 24 juin) avec la crainte d’un nouvel embrasement irresponsable.

Sous l’argument de « la défense préventive », les frappes se sont abattues sur les sites d’enrichissement d’uranium et sur des lieux de vie civile. Les victimes et les morts sont passés par pertes et profits, plus de 900 tués iraniens et 35 israéliens. Las, l’allié étatsunien a emboîté le pas à coups de bombes sophistiquées pour détruire en profondeur ces sites. L’Iran déjà affaibli le sera plus au détriment de son peuple.

Le pouvoir théocratique iranien qui se maintient à coups de répressions contre les oppositions, celle des femmes, celle de gauche depuis 1979 et l’avènement de ce régime, le parti Toudéh (communiste) ayant été presque annihilé. Selon des observateurs, l’Iran ne présente pas dans l’immédiat un danger concret pour l’état d’Israël.

L’Onu est tenue à l’écart et le droit international est une nouvelle fois bafoué. En réalité les buts de guerre semblent bien éloignés des justificatifs qu’en donnent aussi l’Union européenne à propos du « droit à se défendre par la guerre préventive » pour soutenir le 1er ministre israélien

Benjamin Netanyahu. Cet homme qui est sous le coup de la Cour pénale internationale tente aussi de faire « oublier » l’écrasement des Palestiniens et les aléas judiciaires dans son propre pays.

L’objectif de faire tomber le régime liberticide d’Iran pour remodeler la région en créant un grand Moyen-Orient est une vieille ambition des États-Unis depuis 40 ans...

En réalité et comme en 2003 avec l’Irak (puis l’Afghanistan et la Lybie), il n’y a pas d’arme de destruction massive. L’Iran est régulièrement visité par l’Agence internationale de l’énergie atomique. L’objectif d’exporter la démocratie par la guerre est en échec et se transforme en déstabilisation.

Chercher à écraser ce pays amoindri par les sanctions en utilisant la force peut créer un nouveau chaos et ne conduit pas automatiquement à un changement de régime démocratique.

La paix universelle, quant à elle, reste un projet politique émancipateur. Est-ce possible sans une remise en cause fondamentale des critères qui fondent les intérêts capitalistes, facteurs de guerres et de ventes d’armes ?



Il faut parfois aller loin pour trouver motif – même modéré – de satisfaction. En l’occurrence, alors que la planète semble ne se couvrir que de régimes plus autoritaires les uns que les autres, la Corée du Sud vient d’offrir une large victoire au candidat démocrate Lee Jae-myung à l’élection présidentielle début juin, contre le candidat conservateur Kim Moon-soo. Cette élection faisait suite à la destitution, le 4 avril, du président conservateur Yoon Suk-yeol. Celui-ci, en déclarant la loi martiale, en déployant des troupes à l’Assemblée nationale et en tentant d’arrêter des élus et des magistrats en décembre, avait suscité d’immenses manifestations, confortées par les députés qui avaient annulé quelques heures après les décisions, puis par la Cour suprême qui les avaient jugées « illégales ».

Né dans une famille pauvre, contraint de travailler à peine sorti de l’école primaire, handicapé par un accident du travail

Corée du Sud

Victoire démocrate

dont la blessure ne sera jamais bien soignée, Lee Jae-myung obtiendra un diplôme en droit grâce à des cours du soir pour devenir avocat et spécialiste des droits humains en 1986.

Maire de Seongnam en 2016, gouverneur de province en 2018, député en 2022, le nouveau président sud-coréen acquiert une renommée nationale en appelant à la destitution de la présidente Park Geun-hye, empêtrée dans un scandale de corruption et d’abus de pouvoir en 2016.

Désireux d’enrayer la crise politique et institutionnelle laissée par ses prédécesseurs par une réforme constitutionnelle et de sortir le pays du marasme économique, Lee Jae-myung a un programme chargé et des obstacles à surmonter à la hauteur d’une société particulièrement conservatrice.

Les offensives de l'extrême droite

Le bruit des bottes se rapproche

Un peu partout dans le monde, seule ou en coalition, l'extrême droite s'empare des leviers du pouvoir et ce, la plupart du temps, avec les moyens de la démocratie. Rapidement se mettent en place mesures austéritaires, budgets sociaux sacrifiés, réduction des services publics, clientélisme, corruption, attaques de la justice, censure artistique et scientifique, rododromades guerrières, etc. Comme nous pouvons le constater chaque jour, l'idéal d'une planète fraternelle et en paix semble pour le moins s'éloigner.

Ces dernières années et alors qu'elle nous avait été « vendue » comme porteuse de paix pour le continent, vaccinée de l'horreur par ce qui s'était déroulé sur son sol pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a été le théâtre de basculements autoritaires et xénophobes, n'hésitant pas à donner quitus à la Russie de Poutine ou à aduler Donald Trump.

En France, surfant sur les difficultés que connaissent les classes populaires et leur offrant dans la figure de l'étranger un bouc émissaire à portée de main, les partis d'extrême droite, Rassemblement national et Reconquête ! en tête, progressent dans les urnes et dans les têtes de manière inquiétante, aidés en cela par une droite de plus en plus complaisante et lâche.

La progression des idées d'extrême droite ont longtemps été considérées comme honteuses. Elles se mettent à envahir l'espace public, ouvertement, relayées par des médias qui ont fait le



Voyage à Nantes 2025, œuvre de Romain Weintzem «Le Bruit des bottes»

choix de la bascule, titres de presse, maisons d'éditions, télévisions achetées. Nous faisons état, dans un des derniers numéros des Nouvelles, du rachat d'une école de journalisme...

Parmi les grands ordonnateurs de cette offensive idéologique, Pierre-Edouard Stérin n'est pas le moindre : milliardaire qui a fait fortune grâce à la vente des coffrets cadeau Smartbox et déterminé à mettre sa fortune au service de ses idées, à porter l'extrême droite au pouvoir.

Pour ce faire, il met en œuvre le plan «Périls», bien documenté par L'Humanité, finance des écoles hors contrat, des campagnes judiciaires conservatrices, des centres de formation pour futurs élus, des « baromètres » d'opinion... la structuration d'un véritable écosystème militant.

Récemment, le « Sommet des libertés » rassemblait des figures de la droite extrême et d'extrême droite, avec en guest stars Marion Maréchal Le Pen, Eric Ciotti et Jordan Bardella.

Nantes n'étant pas épargnée, Le 5 juin se déroulait à la Cité des Congrès la « Nuit du Bien commun », manifestation de mécénat en direction d'associations choisies, créée par Pierre-Edouard Stérin en 2017. Cette opération, malgré les très nombreuses réactions hostiles, s'est faite sous haute protection policière et dans un quartier totalement bouclé. Les idées putrides ont encore parfois besoin de dispositifs musclés pour s'imposer.

Retraites

Aucune surprise



Le conclave sur la réforme des retraites avait été arraché par le PS pour justifier le non vote de la motion de censure de décembre dernier. Les syndicats du patronat et des salariés étaient invités à examiner la réforme des retraites de 2023 qui allonge l'âge de départ légal à 64 ans.

La bouffonnerie de l'exercice aura éclaté dès le premier jour avec le départ théâtral de FO. Quelques semaines plus tard, la CGT claque à son tour la porte face à un patronat qui se fiche de négocier quoi que ce soit. La traduction législative d'un éventuel accord semble également bien incertaine au vu des équilibres à l'Assemblée nationale.

En réalité, peu d'acteurs étaient susceptibles de trouver un intérêt à l'exercice. Les défenseurs d'une démocratie sociale « apaisée » en rêvaient. La CFDT se serait bien vue signataire d'un accord et aurait même été prête à accepter sans l'avouer les 64 ans. Une signature de la CFDT aurait offert une porte de sortie honorable au PS. Enfin, Bayrou, bien évidemment, aurait tiré une rare victoire politique dans son chemin de croix gouvernemental. Bayrou, la CFDT et le PS, même unis, ne représentent pas vraiment le chemin vers une majorité politique.

Sans dramatiser le déséquilibre budgétaire de l'assurance vieillesse, les évolutions démographiques nécessitent une adaptation du système par répartition. L'accroissement des ressources pour faire face à des besoins plus grands est balayé par la doxa libérale. Patronat, droite et extrême droite main dans la main ne cherchent qu'à tuer la solidarité intergénérationnelle pour ouvrir le marché de la capitalisation. Derrière le mot, ce sont des milliards d'euros de cotisations qui n'échapperaient plus à la logique du profit.

La négociation n'a d'ailleurs jamais eu lieu. On peut saluer la magnanimité du patronat prêt à concéder un calcul de la pension sur les 23 ou 24 meilleures années au lieu des 25 pour les femmes ayant eu des enfants ou encore l'abaissement de l'âge du départ à taux plein de six mois.

L'absence d'accord entre les syndicats des patrons et des salariés sur le « conclave » sur la réforme des retraites a logiquement débouché sur une motion de censure soutenue par le Parti socialiste. C'est donc désormais au tour du Rassemblement national de servir de roue de secours au gouvernement Bayrou tout en lui donnant rendez-vous à l'automne sur les questions budgétaires.

Fiscalité

La bourgeoisie défend ses privilèges



Après avoir été adoptée en première lecture le 20 février dernier à l'Assemblée nationale, la loi sur l'instauration de la taxe Zucman a finalement été retoquée par le Sénat le 12 juin. La taxe Zucman c'est quoi ? C'est une proposition fiscale qui vise à taxer à 2 % le patrimoine des très grandes fortunes. C'est-à-dire les contribuables dont la fortune dépasse les 100 millions d'euros. Ils sont 1800 en France et représentent 0,01 % des français les plus « riches », considérés ainsi quand le revenu mensuel dépasse 4000 euros pour une personne seule. Cette mesure rapporterait 20 milliards aux finances publiques. Il n'y a pourtant rien de révolutionnaire dans cette taxe de 2 %, puisque un contribuable possédant 100 millions d'euros de patrimoine paierait seulement 2 millions d'euros d'impôts par an.

Le gouvernement prétend trouver 40 milliards afin de diminuer le déficit public de l'État mais il campe sur sa position de classe : « Tous les français doivent faire des efforts ». Autrement dit, il est hors de question pour le gouvernement de François Bayrou d'appliquer une réévaluation de l'imposition des plus fortunés. Comme disait Colbert à Louis XIV dans le but de trouver de l'argent pour financer les guerres et le train de vie du roi : « Sire, taxons les pauvres, ils sont plus nombreux ». Ils ont pu compter sur le soutien du RN et de l'extrême droite qui prétend défendre les intérêts du peuple mais défend les riches dès que leurs intérêts sont menacés.

À contre-courant des positions de la droite et de l'extrême droite et selon plusieurs études d'opinion, entre 75 et 80 % des français sont favorables à la hausse des impôts des ménages les plus aisés. Ce n'est plus seulement un sujet économique, c'est aussi la volonté populaire.

Le ruissellement naturel du capital vers le travail, théorisé par Bruno Lemaire, demeure l'argument choc employé par les libéraux macronistes et retailistes pour sauver la bourgeoisie d'une plus grande contribution aux recettes de l'État. Pourtant, aucune étude économique ne démontre les bienfaits des allègements fiscaux répétés pour les entreprises. Cet argument est donc fallacieux. D'ailleurs, le niveau de la dette française, plus de 3000 milliards d'euros, a explosé depuis 2017 et l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. Face aux inégalités, aux injustices sociales et fiscales grandissantes dans notre pays, les travailleurs vont-ils continuer longtemps à consentir à l'impôt dans ces conditions ?

22, 23 et 24 août : l'Université d'été du PCF

Un rendez-vous pour apprendre et réfléchir ensemble

Université d'été

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

de la politique et de la lutte des classes, l'université d'été tâchera de donner toute sa place au monde des arts et de la recherche.

Soyons nombreux à Montpellier, le 22 août dès 13 h, dans ce beau Corum, pour penser, échanger, résister et bâtir.

C'est aussi cette réalité qu'il faudra bien aborder : on ne peut tenir longtemps, dans la situation si contrastée que nous vivons, avec des généralités du genre « les gens pensent ceci », « les gens craignent cela ». Il faut regarder de face et en détail la pluralité idéologique et politique de notre peuple pour tirer le fil de classe et de victoire.

C'est ce à quoi doit servir une université d'été révolutionnaire. Elle servira aussi à mettre en commun des productions communistes importantes élaborées dans la dernière période autour des transports, du logement, du plan climat mais aussi certains travaux parlementaires. Les aspects liés à la vie pratique de notre parti ne seront pas négligés, parce qu'on sait combien ils sont déterminants dans notre rayonnement, notre efficacité, notre utilité. Enfin, fidèle à notre conception

Guillaume Roubaud-Quashie

Article publié dans *CommunisteS*, numéro 1047 du 25 juin 2025.

Émanciper et protéger : le défi nantais

Présentation des propositions des communistes pour les municipales

Le 30 juin, malgré la chaleur accablante qui régnait sur Nantes, nous étions nombreux à répondre à l'invitation de la section de Nantes du PCF pour débattre du projet des communistes en vue des prochaines élections municipales de 2026 : Nantais ou habitants de la métropole, communistes ou pas, tous désireux de connaître les propositions qui serviront de base pour les discussions avec les autres forces de gauche.

159 propositions pour répondre aux défis de notre temps : sociaux, environnementaux, démocratiques.

159 propositions qui ne partent pas de nulle part ; le bilan de la gauche depuis 1977 avec la présence d'élus communistes qui ont su imprimer leur marque notamment sur les politiques de l'eau, de la solidarité, de la culture.

159 propositions élaborées avec les Nantaises et les Nantais, avec les associations, les syndicats, des collectifs, des rencontres de terrain.

Melissa Hélary et Robin Salecroix, les deux chefs de file communistes pour les élections municipales et Aymeric Seassau, adjoint à la culture, ont présenté les points forts de ce programme sur le service public de l'eau, la tranquillité publique, l'éducation, les politiques enfance/jeunesse, les transports en commun, le logement, la culture...

Des propositions concrètes sont formulées, comme par exemple le développement d'infrastructures périphériques de transport en commun, une assurance habitation municipale à bas coût, un service municipal « allo parent solo » pour faciliter la vie des familles monoparentales, un accès facilité pour les personnes âgées aux transports en commun.

Les Nantais présents ont pu ensuite débattre de ces propositions, de nouvelles idées ont pu émerger : par exemple pour intégrer des modes d'habitat différents, sur la santé mentale, sur le rôle de la police municipale, sur l'accueil des exilés...

Ces constats et ces idées renforcent l'idée que tout doit être fait pour que les forces de gauche se rassemblent pour poursuivre une politique municipale au service de l'émancipation, de la solidarité, de la citoyenneté et du bien-être des Nantaises et Nantais. Que tout doit être fait pour battre la droite nantaise qui, à l'image de la présidente de la région, glisse vers une posture de remise en cause des valeurs républicaines.

Nantes doit rester une terre de progrès, de tolérance, d'égalité et de fraternité.

Le Parti communiste français, à Nantes comme dans la métropole et avec les forces vives de la gauche y mettra toute son énergie.

Tourisme

La Loire-Atlantique, un territoire de vacances mais pas pour tous

Les « grandes vacances » vont bientôt commencer. Et comme chaque année, le département de Loire-Atlantique s'apprête à recevoir de nouveau des centaines de milliers de touristes. En 2024, selon Loire-Atlantique développement, notre département a confirmé son attractivité touristique avec 32 millions de nuitées enregistrées.

Ce sont surtout les visiteurs internationaux (britanniques, allemands ou espagnols) et les courts séjours qui témoignent du succès du territoire auprès des visiteurs. La côte et son tourisme balnéaire est le premier point d'arrivée des touristes avec 42 % des nuitées réservées. En effet, de Mesquer aux Moutiers-en-Retz, ce sont 133 km de plages et de littoral sauvage, propices pour la baignade, les balades et les photographies. Mais 58 % des visiteurs en 2024 ont préféré des sites de l'intérieur du département, ses villes et ses campagnes.

La Loire-Atlantique est donc un territoire qui sait intégrer les évolutions des comportements touristiques : le besoin d'authenticité, de nature, de visites culturelles, d'événements musicaux... à travers une diversité de curiosités qui répond aussi aux recherches d'escapades toute l'année. Et les idées de tourisme ne manquent pas puisque la Loire-Atlantique recèle de

joyaux cachés qui peuvent permettre aux « petits budget s » de passer d'agréables moments sans casser la tirelire : le lac de Grand-Lieu, une des plus belle zone humide de France et d'Europe ; le terail d'Abbaretz sur une ancienne mine d'étain qui offre un paysage lunaire et un beau point de vue à partir du point culminant de Loire-Atlantique ; les bords de Loire, ses demeures et ses vignobles ; ou encore le Château des ducs de Bretagne à Nantes ; la cité médiévale de Guérande, sans oublier le marais de Brière ou le canal de Nantes à Brest.

Et ces idées d'escapades ne sont pas anodines tant les vacances sont toujours inaccessibles pour plus de 40 % de la population française. Un chiffre qui traduit la réalité des bas salaires et les difficultés de vie pour des millions de parents et leurs enfants, de jeunes ou de retraités. C'est pourquoi de nombreuses initiatives de solidarité permettent aux plus petits de pouvoir échapper au quotidien et découvrir d'autres horizons. De nombreuses fédérations du PCF organisent par exemple des journées à la mer. Ou bien la CGT qui, avec Tourisme et Loisirs, ainsi que le Secours populaire organisent ce type d'événements. Cette année, pour notre région Pays de la Loire, une journée de détente conduira 80 000 enfants le 20 août au Champs-de-Mars à Paris pour commémorer les 80 ans des oubliés des vacances.

Audiovisuel public

La réforme de Rachida Dati retoquée

La loi sur la réforme de l’audiovisuel public, chère à la ministre de la Culture Rachida Dati, a décidément le don de se mettre du monde à dos. Il s’agit de créer une holding rassemblant les différents médias publics, radios et télévisions. Cette proposition de loi, ayant suscité près de 2000 amendements, concernerait France Télévisions, Radio France et l’INA. N’en feraient donc pas partie Arte, TV5 Monde, RFI et France 24.

Ce projet, qui ressemble furieusement à une resucée de l’antique ORTF, serait placé sous la main d’un directeur nommé par l’Arcom, Autorité de régulation elle-même directement liée à la Présidence de la République qui en nomme le président. Les organisations syndicales, vent debout contre cette perspective, dénoncent un projet qui met à mal l’indépendance des médias de service public, dans l’unique but de réaliser des économies, soit une réduction des moyens à court terme.

C’est donc dans ce contexte que Radio France a lancé, dès le 26 juin, une grève qui a été rejointe le 30 par France télévision, l’INA et France Médias Monde (France 24, RFI, et Monte Carlo Doualiya), avec une manifestation suivie, d’après la CGT SNJ, par plus de 2.000 personnes à Paris et de nombreuses mobilisations dans les sites régionaux.



Lundi 30 juin, le texte a fait l’objet d’une motion de rejet du groupe Écologiste et Social à l’Assemblée Nationale, votée par 94 voix contre 38, ce qui représente une victoire incontestable pour les opposants au projet. Rachida Dati, désavouée, a de son côté fait pression pour que ce texte soit examiné de manière accélérée au Sénat, avec un passage en commission dès le jeudi 3 juillet et en plénière les 10 et 11 juillet.

Le texte reviendrait donc à l’Assemblée nationale au plus tôt en septembre, avec à chaque fois examen en commission puis débat en séance.

La CGT SNJ de conclure : «À l’inverse, les chantiers ne manquent pas pour un gouvernement qui se préoccuperait réellement du pluralisme, de la qualité de l’information, du droit à informer et à être informé. Chaque jour, des médias déversent des propos haineux, racistes et de division, ce dont le groupe Bolloré s’est fait une vitrine, mais dont il n’a pas l’exclusivité. Il est vital, pour la liberté d’informer, le pluralisme et la démocratie, de réguler la concentration des médias et les pratiques des plateformes, d’assurer l’indépendance des médias et des rédactions, de réformer le système des aides à la presse pour qu’il serve la diversité des titres. L’abandon du projet purement idéologique de holding-fusion, qui ne résoudra aucun de ces sujets, s’impose pour s’atteler à ces chantiers d’intérêt collectif ».

La protection sociale attaquée

Stéphane Guillou, représentant de l’UD CGT à la CPAM 44

Extraits de l’intervention prononcée lors de la réunion sur les finances de la CPAM 44, avril 2025, faisant suite à une présentation de la déclinaison du PLFSS 2025 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale) :

« Comme nous venons de le voir, une fois encore, les budgets de la Sécurité Sociale deviennent des éléments d’ajustement des dépenses publiques.

Une fois encore, le gouvernement n’envisage que de réduire la couverture sociale des salariés et des anciens salariés de notre pays pour se conformer aux désiratas de l’Europe et des marchés financiers dominés par les agences de notation.

Il envisage de supprimer l’abattement de 10 % sur l’impôt des retraités et ceci deux ans à peine après avoir repoussé de 24 mois l’accès à la retraite. Cela aurait pour conséquence de rendre impossibles des retraités qui ne l’étaient pas jusqu’à ce jour et d’augmenter l’imposition de ceux qui l’étaient déjà.

Les droits aux allocations chômage sont et deviendront encore plus difficiles à obtenir et pour des montants et des durées moindres.

L’Assurance Maladie n’est pas épargnée : plafonnement des IJSS à 1,4 fois le SMIC contre 1,8 fois auparavant. Mesure de tartuffe puisque le gouvernement affirme que cela n’aura au-



cune incidence pour les salariés puisque les Complémentaires compenseront la différence, mais les cotisations de ces Complémentaires augmenteront, c’est bien un transfert de charge sur les salariés. Campagne de stigmatisation des salariés en maladie qui seraient à l’origine d’une « insupportable » augmentation du nombre de ces arrêts. Ceci est d’autant plus insupportable qu’il n’y a aucune volonté d’apprécier dans quelles mesures les conditions de travail participent à cet accroissement des arrêts maladie.

Campagne en cours pour augmenter les jours de carence en cas d’arrêt maladie etc... Tentative de transfert de dépenses médicales de la Sécurité Sociale sur les mutuelles. Se rajoute à cela l’augmentation des franchises et forfaits qui sont déjà effectués.

Au-delà de la tentative de culpabilisation de l’ensemble des salariés et ex salariés, on peut observer que le capital est lui complètement épargné : 75 milliards d’exonération de coti-

sations sociales employeurs en 2023, soit 2.7 % du PIB mais surtout manque à gagner pour l’ensemble des organismes de Sécurité Sociale [...]

On le voit, la cible du gouvernement est bien de réduire la protection sociale et le pouvoir d’achat des salariés tout en ménageant le plus possible la « rétribution » du capital...»

Conflit Palestinien

Le monde du travail s’oppose à la guerre

En solidarité avec le peuple palestinien, des travailleurs français refusent la livraison d’armes et d’équipements militaires à l’État Israélien. Face à l’inaction de la France et de l’Europe à faire respecter le droit international, des syndicats CGT de plusieurs entreprises ont pris l’initiative d’agir contre la guerre et le génocide perpétré par le gouvernement Netanyahu.

La mobilisation a débuté dans le port de Fos sur mer où les dockers ont refusé de charger des composants militaires et des fusils mitrailleurs à destination de Tsahal, l’armée israélienne. Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT a salué cette prise de position mais a rappelé que ce n’était pas aux dockers CGT « de faire respecter les principes fondamentaux du droit international ».

En effet, la France, signataire de la charte de l’ONU, du traité sur le commerce des armes et de nombreuses conventions internationales, a le devoir de « prévenir tous risques de génocide, ou de tout risque de crimes contre l’humanité et crimes de guerre ».



La mobilisation des dockers de Fos s’est propagée à d’autres ports mais aussi à des entreprises liées à l’armement, aux systèmes ou aux équipements militaires. La CGT Safran a interpellé la direction du géant français de la motorisation et des technologies aériennes au moment du salon du Bourget.

Les salariés d’Airbus et leurs syndicats CGT ont aussi interpellé leur patron Guillaume Faury sur les partenariats et les contrats signés avec des industriels de l’armement israéliens.

Pour la coordination CGT du groupe Airbus :

« Les intérêts économiques d’une entreprise, ici ceux d’Airbus avec Israël, doivent toujours s’effacer au profit de l’humanité... vous avez la responsabilité et les moyens d’agir au-delà d’Airbus ».

Si ces actions ont malheureusement un effet tout relatif sur le cours des guerres déclenchées par Israël, elles ont une forte portée symbolique. Elles démontrent l’attention et la solidarité internationale des travailleurs vis-à-vis des victimes des impérialismes d’où qu’ils viennent.

Exposition Hokusai

Le « vieux fou de dessin », maître japonais



Katsushika Hokusai (1760-1849), peintre, dessinateur et graveur japonais, a réalisé au cours de ses soixante-dix ans de carrière une œuvre considérable de plus de 3000 gravures polychromes, des illustrations pour plus de 2000 livres, des milliers de dessins et centaines de peintures. Perfectionniste, il considérait que « rien de ce [qu’il avait] fait avant [sa] soixante-dixième année ne [méritait] vraiment qu’on en parle ». Il avait alors 74 ans et peindra jusqu’à sa mort, à 89 ans. L’œuvre de ce « vieux fou de dessin », comme il aimait à se définir, influença de nombreux artistes européens, dont Paul Gauguin et Vincent Van Gogh.

Le Château des ducs, à Nantes, accueille tout l’été une exposition de cet immense artiste, événement particulièrement rare puisque, sur les 161 œuvres prêtées par le musée Hokusai-kan, situé à Obuse, dernière villégiature d’Hokusai, seules huit avaient déjà été montrées en-dehors du Japon. Ces œuvres retracent le parcours d’une vie et donnent à voir les différentes thématiques auxquelles s’est confronté l’artiste : l’eau, les portraits de « belles femmes » et d’acteurs de kabuki, le monde animalier, les motifs végétaux, les paysages... Parmi ceux-ci, les fameuses estampes des *Trente-six vues du Mont Fuji* qui, au nombre de 46, nous montrent la montagne sacrée sous autant d’aspects. *La Grande Vague*, reprise pour l’affiche de l’exposition, fait partie de cet ensemble d’estampes, encadrée par une quinzaine d’autres *Vues*.

Au-delà des estampes, représentées dans la première salle par thèmes, ce sont des albums illustrés, des carnets de croquis, des pages de modèles destinés à embellir peignes et pipes... À l’étage, des dessins et des peintures sur différents supports – paravents, peintures sur soie... **représentent de nombreux portraits aux attitudes variées, des animaux réels ou fantastiques.**

Cette exposition met la lumière sur un artiste de génie et excentrique, qui s’est donné plus de trente noms différents, qui était capable de peindre des décors de char ou le plafond d’un temple, tout comme de peindre, dit-on, une nuée de moineaux sur un grain de riz.

Exposition Hokusai, chefs-d’œuvre du musée Hokusai-kan d’Obuse
Château des ducs, Nantes, du 28 juin au 7 septembre 2025

Dulcie September

Une enquête en bande dessinée

Le journaliste de Radio France Benoît Collombat, habitué des sujets politiques sensibles – investigations sur la mort de Robert Boulin, sur les affaires de Bernard Kouchner ou de Vincent Bolloré en Afrique..., mène une véritable enquête sur l’assassinat, le 29 mars 1988 en plein Paris, de la militante et représentante en France de l’ANC Dulcie September.

Illustrée par Grégory Mardon, cette enquête en bande dessinée retrace le parcours de cette immense combattante de la lutte anti-apartheid, en partant de la date fatale et en revenant par flashbacks sur son enfance et sur les prises de positions qui construiront sa vie. Elle dénonçait notamment le non-respect par certaines entreprises françaises de l’embargo international sur les ventes d’armes et la coopération nucléaire avec l’Afrique du Sud. **Devenue gênante et pas seulement pour le régime de Prétoria, l’enquête qui a suivi sa mort s’était soldée par un non-lieu. Ses proches, cependant, espèrent toujours que la vérité soit un jour connue...**

L’originalité qui fait la force de ce livre tient dans le choix de l’enquêteur de se mettre en scène et de laisser la parole à celles et ceux qui ont côtoyé Dulcie September, choix qui donne à l’ensemble une tonalité et une sincérité particulières. C’est ainsi que nous voyons apparaître notre camarade Michèle Picaud relatant aux auteurs la venue à Trignac de Dulcie September pour un débat public qui avait marqué les esprits, quinze jours seulement avant l’assassinat – cf. l’hommage en dernière page du précédent numéro des *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

Une salle communale à Trignac, baptisée salle Dulcie September, va perpétuer le souvenir du passage de cette grande militante, entre autres rues et places à Donges, Saint-Nazaire et Nantes. Souvenir aussi d’une mobilisation forte des comités locaux anti-apartheid sur le département dans les années 80.

Dulcie ;
Du Cap à Paris, enquête sur l’assassinat d’une militante anti-apartheid,
Benoît Collombat et Grégory Mardon (éd. Futuropolis) 26,00 €



Commission d’enquête Tik Tok

Beaucoup de followers pour peu de contenu

Créée le 13 mars 2025, la commission d’enquête sur les effets psychologiques du réseau social Tik Tok sur les mineurs a permis aux parlementaires d’auditionner plus de 150 acteurs et experts. L’application chinoise lancée en 2016 désormais établie dans 155 pays figure parmi les réseaux sociaux les plus utilisés, **surtout par les plus jeunes dont les moins de 24 ans, représente 63 % du milliard et demi d’utilisateurs dans le monde.** Que ce soit de l’étude des dispositifs de captation d’attention, l’addiction numérique ou l’exposition à des contenus dangereux, la question de la protection des mineurs est centrale. Jusqu’au 24 juin dernier ont été interrogés des experts en médias et communication, des spécialistes dans les domaines médicaux, juridiques et judiciaires, des représentants de la plateforme Tik Tok et bien sûr des influenceurs parmi les plus suivis sur le réseau social.

Et l’audition de ces derniers n’a pas manqué de mettre en avant un sérieux décalage entre les parlementaires et ces influenceurs qui ne semblent pas forcément accorder le sérieux nécessaire au travail de la commission d’enquête. Une des séries d’auditions amenait à questionner pendant 45 minutes chacun, cinq tiktokeurs, à commencer par un masculiniste aux propos souvent mysogines dont l’audition s’écourtera au bout de 20 minutes après que l’influenceur ait quitté la communication, un autre créateur de contenu pour adultes utilisant la plateforme à des fins publicitaires. Suivi par un couple de jeunes parents en visio depuis Dubaï, où là encore les parlementaires n’ont pu que constater leur méconnaissance de la loi quant à la monétisation des images de leurs enfants. Enfin le dernier influenceur auditionné est souvent accusé d’exploiter la fragilité des plus jeunes, surtout en les filmant façon télé-réalité au sein d’une maison qu’il possède. Ces personnalités digitales ont à la fois démontré peu de considération pour le cadre institutionnel ainsi qu’une ignorance volontaire ou non des lois, **rejetant principalement la faute sur la plateforme elle-même ou bien les parents de leur jeune public.** Un apport jugé globalement décevant par les parlementaires.

Contrat de Plan État-Région

L'exécution très en retard, une intervention de Véronique Mahé en Conseil Régional

« La session de juin est, traditionnellement, un temps fort pour dresser le bilan de l'état d'avancement du Contrat de Plan État-Région dans notre région. C'est un moment où la transparence et la responsabilité priment, où nous sommes en mesure ainsi que les habitants, de quantifier les fonds engagés en faveur du développement et de l'équilibre des territoires.

Or, force est de constater que, sur le volet de la cohésion territoriale, les chiffres présentés aujourd'hui sont loin de rassurer. En octobre dernier, notre groupe vous a déjà interpellée sur la lenteur préoccupante de l'exécution du CPER. Cette interpellation est restée sans réponse.

Pourtant, les faits sont têtus :

- En 2023, l'avancement du CPER affichait un retard de 43 % par rapport à l'objectif théorique.
- Le soutien aux intercommunalités, essentiel pour l'équilibre de nos territoires, est passé de 25 millions d'euros en 2023 à seulement 12,81 millions d'euros en 2024.
- S'agissant des quartiers prioritaires de la politique de la ville, le bilan repose depuis deux ans sur des actions menées par RésO Villes*, un partenariat que votre majorité a pourtant décidé de rompre lors de la dernière session.

J'en conviens, l'enveloppe consacrée à ce volet est conséquente, près de 210 millions d'euros de fonds à engager sur six ans. C'est un effort qui mérite d'être souligné, mais il appelle à la vigilance : comment garantir que ces moyens permettront réellement de renforcer la cohésion territoriale, de soutenir les initiatives locales et de réduire les déséquilibres ? Madame la Présidente, ces reculs sont d'autant plus préoccupants que la cohésion territoriale n'est pas un luxe, mais une nécessité pour lutter contre les fractures et les



inégalités qui minent notre région. Derrière ces chiffres, ce sont des projets en attente, des habitants qui se sentent oubliés, des jeunes privés d'opportunités et des quartiers qui peinent à sortir de la précarité.

Notre région ne peut pas se permettre de prendre du retard sur ces enjeux. Nous avons besoin d'une stratégie claire, d'engagements tenus et d'un pilotage rigoureux pour garantir que chaque territoire, chaque commune, chaque quartier, bénéficie réellement des moyens promis.

Aussi, nous vous demandons solennellement :

- Quelle est votre stratégie concrète pour rattraper le retard pris dans l'exécution du CPER, notamment sur le volet de la cohésion territoriale ?
- Comment comptez-vous assurer un soutien effectif et équitable aux intercommunalités, alors que les crédits alloués diminuent ?
- Enfin, quelles alternatives proposez-vous pour accompagner les quartiers prioritaires, après la rupture du partenariat avec RésO Villes ?

Nous attendons des réponses précises, des engagements fermes et des actes à la hauteur des besoins de nos territoires. »

* RésO Villes accompagne collectivités, État, acteurs publics et privés qui interviennent dans le champ de la politique de la ville en Bretagne et Pays de la Loire. Son action consiste à confronter les pratiques et à produire une culture commune.

La table de l'Atlantique

Le stand des communistes de Loire-Atlantique au rendez-vous en 2025 sur la Fête de l'Humanité

La Table de l'Atlantique fait son retour à la Fête de l'Huma !

Comme chaque année, la fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste tiendra son emblématique stand de fruits de mer à la Fête de l'Humanité. Maintenant bien installée sur le site de la base 217 en Essonne, l'équipe est prête à passer à la vitesse supérieure.

Avec 100 militants et militantes mobilisés, le stand promet d'être l'un des plus accueillants de la fête. Nos conchyliculteurs redoublent d'efforts : 28 000 huîtres seront ouvertes en trois jours pour régaler militants et festivaliers.



Mais au-delà des huîtres et des vins du vignoble nantais, la Fête de l'Huma reste un moment privilégié pour faire vivre les idées communistes, échanger, débattre et parfois même susciter des engagements inattendus.

Alors, prenez vos vignettes, soutenez L'Humanité et venez vivre trois jours de fête entre concerts, débats, découvertes artistiques et rencontres militantes. Il y en a pour tous les goûts !

Dans le numéro de septembre des Nouvelles de Loire-Atlantique, la carte du restaurant sera disponible...

Il reste des vignettes à 45€

Le bon soutient le journal l'Humanité et vous donne accès à la fête

Il reste des bons de soutien qui donnent droit d'entrer à la Fête de l'Humanité.

Vous pouvez vous en procurer à la fédération du Parti communiste français de Loire-Atlantique au 41 rue des Olivettes à Nantes (pensez à appeler avant de venir : 02 40 35 03 00). Pensez vite à venir les prendre et par là même soutenir le journal L'Humanité pour seulement 45 €.

La Fête de l'Humanité est un événement culturel et politique majeur, où de très grands noms de la musique sont présents chaque année. Le journal L'Humanité, dernier grand quotidien indépendant du capital en France, est également financé avec ce bon de soutien. Pour faire face à des médias sous emprise de milliardaires rétrogrades partout sur le globe, prendre sa vignette, participer à la Fête sont en soi des actes politiques forts et un soutien manifeste à la presse libre.



« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet

Commission paritaire : N°0325 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément Chebanier

Responsable de la rédaction : Pierre Daguet

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

E-mail : redac.nla@gmail.com

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro Maia

Benoît Lusseau

Rémi Tessier

Pascal Divay

Alain Bourdeau

Adrien Héлары

Michèle Picaud

Louis Chrétien

Guilhem De Bourmont

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Unique parmi la presse départementale les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

☐ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

Guerre à la guerre !

L'actualité internationale avait installé progressivement un décor macabre de guerres et d'attaques militaires à répétition du gouvernement israélien contre la population palestinienne. Alors que le camp occidental commençait peu à peu à s'interroger sur son soutien inconditionnel à son allié génocidaire Benyamin Netanyahu – en France, le président de la République osait même annoncer peut-être reconnaître l'État palestinien – voilà que le conflit au Moyen-Orient prend directement une ampleur plus grave.



Israël a donc décidé unilatéralement de s'attaquer à l'Iran. De suite, son gouvernement a pu profiter de l'appui militaire et médiatique de ses alliés. **Les États-Unis eux-mêmes sont intervenus pour aider à bombarder des sites nucléaires stratégiques de la République islamique iranienne, tandis que la propagande impérialiste rassurait les foules à coup de « Israël a le droit de se défendre » et de « ils se salissent les mains pour nous ».**



S'agit-il d'une guerre contre le fondamentalisme religieux des mollah ? Non, il s'agit d'une guerre impérialiste du gouvernement israélien contre les peuples qui l'entourent, d'une guerre qui va toujours vers plus d'escalades belliqueuses pour continuer d'obtenir financement et soutien stratégique, d'une guerre qui va toujours plus loin dans la cruauté, la violence et l'inhumanité. **Le soutien unanime de la « communauté internationale », entendez des États-Unis et de ses alliés de l'Otan, montre la crise de l'impérialisme occidental.** D'autres puissances mondiales montent et la bête blessée se met à attaquer de manière frénétique, dans une course en avant vers l'escalade militaire.

Ces conflits internationaux prennent un parfum de début de guerre mondiale inter-impérialiste. Tout cela sera fait au détriment des travailleurs et des peuples qui payeront les frais à la place de leur bourgeoisie belliqueuse. **Dans ce contexte, on ne peut que saluer le rôle des communistes dans le monde pour la paix.**

Dès le 17 juin, le Parti communiste israélien et le Parti communiste iranien appellent ensemble à un cessez-le-feu à Gaza et dans l'ensemble du Moyen-Orient, ainsi qu'à la fin du génocide et de la colonisation. À la Knesset, le parlement israélien, les communistes se sont mobilisés pour la paix et un des leurs, Olef Cassif, en a été exclu pour son combat.

En Europe, les communistes grecs et les syndicalistes français de la CGT réussissent à bloquer les livraisons d'armes dans leurs ports respectifs. En France aussi, le Parti communiste français lutte aux côtés de l'Organisation de Libération de la Palestine, avec notamment la création de l'Association internationale pour la reconnaissance de l'État de Palestine et d'autres événements pour mettre en avant ce combat pour la paix.

Hommage à

Christian Boualem



Nous avons appris avec tristesse le décès de **Christian Boualem dans sa 73e année. Apprécié des habitants de Trignac qu'il avait rejoint en 1976**, il avait été élu au conseil municipal sous les mandats des communistes Jean-Louis Le Corre puis Sabine Mahé.

Sportif et à l'écoute de la jeunesse, la délégation aux sports lui allait bien. Membre de l'Office Municipal des Sports, responsable du centre de loisirs Jean-René Teillant, il représentait la municipalité au refuge de Kerino à Guérande.

Toujours généreux et au service des plus faibles, **il était reconnu pour son bénévolat au sein de la Maepa Camille Claudel, où il a passé du temps à gérer les petites réparations.** Attaché à la Brière, son côté écolo, c'était de replanter des arbres, de préserver la nature qu'il aimait tant.

Christian manquera à ses amis et camarades de la Brière. Nous adressons tout particulièrement nos sincères condoléances à sa fille Stéphanie et son petit-fils César.

Sétif et Guelma 45

Régions martyres



Le 8 mai 1945, l'Europe fêtait la victoire contre le nazisme et ses alliés fascistes. Après cinq années d'horreurs, les peuples respiraient et donnaient libre cours à la joie retrouvée. C'est dans cet esprit d'euphorie générale que, le 8 mai au matin, une manifestation forte de 7 à 8000 personnes s'ébranle à Sétif, ville du Constantinois en Algérie.

Les drapeaux du PPA (Parti du Peuple algérien, fondé en 1937 par Messali Hadj après l'interdiction de l'Étoile nord-africaine) sont nombreux, ainsi que des banderoles pour une « Algérie libre et indépendante ». La police exige de mettre bas drapeaux et banderoles. Refus. Fusillade : un jeune manifestant, Bouzid Saâl, tombe. **S'ensuit une spirale de violences et la répression, orchestrée par le Gouvernement provisoire de la République française du général De Gaulle, va être terrible : mitrillages et bombardements intensifs avec un bilan de plusieurs milliers de morts.**

Bien que participant au gouvernement, les quatre ministres communistes d'alors seront maintenus dans l'ignorance de ce qui se déroulait dans le Constantinois, notamment Charles Tillon, alors ministre de l'Air et dont les télégrammes qui lui étaient destinés étaient systématiquement subtilisés par les services secrets. **Il faudra une dizaine de jours pour que le Parti communiste et L'Humanité prennent la mesure de l'horreur, remettent en question les éléments de langage gouvernementaux et condamnent l'une des pages les plus sanglantes de notre histoire coloniale.**

Tourisme social

Une originalité à préserver en France

Le tourisme social a pour objectif de permettre à chacun de partir en vacances et de pratiquer des activités de loisirs, de rendre effectif « **le droit aux vacances pour tous** », à savoir les jeunes, scolaires, familles, personnes aux revenus modestes, en situation de handicap, seniors...

Les principaux acteurs du tourisme social gèrent des centres et villages de vacances pour adultes et enfants, des auberges de jeunesse, des centres de séjour internationaux, des centres sportifs, des campings, des refuges ou encore des gîtes.

Cela représente plus de 24 millions de journées de vacances, 3,2 millions de personnes accueillies par an et 20 000 emplois directs. 14 opérateurs sont agréés, cela représente 927 équipements pour un total de plus de 120 000 lits.



En lien avec le mouvement syndical et les représentants élus des salariés, **nous défendons avec force la grande modernité de cette spécificité française qu'est le tourisme social** : un tourisme assurant un droit réel aux vacances, un tourisme durable, respectueux des territoires dans lequel il est ancré. **Un tourisme conçu pour toutes et tous, tout simplement.** Malheureusement, le tourisme social est très souvent en grande difficulté. Sans un plan d'aide fort de l'État à ce secteur essentiel à des millions de Français, c'est le droit aux vacances pour tous nos concitoyens qui est menacé.

Selon l'Observatoire des inégalités, chaque année, près de la moitié des Français ne partent pas en vacances, faute de moyens. Pourtant, il s'agit d'un droit pour tous, obtenu en 1936, avec la création des congés payés.